

Zeitschrift: Revue économique Suisse en France
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 77 (1997)
Heft: 2

Artikel: Les marchés financiers : la Suisse et son secteur bancaire face à l'euro
Autor: Wacker, Didier
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-889303>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les marchés financiers

LA SUISSE ET SON SECTEUR BANCAIRE FACE À L'EURO



Zurich, capitale économique de la Suisse.
Vue sur la Paradeplatz.

© Suisse Tourisme, Paris.

La mondialisation croissante des marchés financiers a considérablement bouleversé les équilibres économiques. A l'aube de l'Union monétaire européenne, analyse de son incidence sur les marchés financiers et, particulièrement, sur la Suisse et son secteur bancaire.

Un euro faible ne serait pas si malvenu

Dans le cadre d'une Union monétaire large (soit avec le Portugal, l'Espagne et l'Italie) et partant de l'hypothèse qu'elle entrerait en vigueur en 1999, l'euro commencerait sa carrière affaibli par rapport au dollar. Une interprétation souple des critères de Maastricht et l'intégration, dès le début de 1999, de la lire et de la peseta, seront interprétés par les marchés comme une volonté politique de forcer cette union élargie.

L'évolution ultérieure de l'euro dépendra beaucoup de la crédibilité de la Banque centrale européenne (BCE) et des engagements au titre du Pacte de stabilité. Tenant compte du contexte conjoncturel européen au début de 1999, un euro faible ne serait pas si malvenu car il contribuerait à fouetter les exportations qui seront encore un fort moteur de croissance pour plusieurs pays membres. Face à une devise européenne faible, le franc suisse pourrait servir de monnaie refuge aussi longtemps que la BCE n'aura pas



Didier Wacker

Crédit Suisse,
Private Banking,
Genève

assis sa crédibilité. Mais la Suisse, étant donné l'étroitesse de son marché, a plus à craindre de la volatilité de l'euro que de sa faiblesse.

Obligations - Vers une disparition du risque « pays »

Le niveau relativement bas des taux en Europe devrait en toute logique favoriser la reprise économique vers fin 1997. L'avènement de l'euro modifiera la perception du risque de la part des investisseurs. Le risque « pays » tendra à disparaître au profit du risque « société ». Cela revient à dire qu'en raison de la convergence des taux, les pays souverains participants se retrouveront avec une structure de risque très similaire. Il subsistera certes toujours des écarts d'inflation et de croissance,

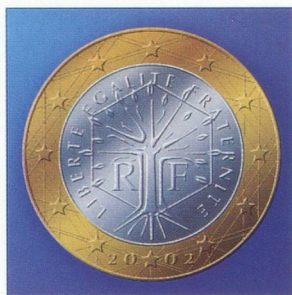
ceci en raison de politiques budgétaires différentes, cependant avec une politique monétaire centralisée, les écarts de taux tendront à diminuer. Dès lors, il est envisageable que l'on assiste à un revirement des perceptions de risques, avec des sociétés obtenant de meilleures notations que des Etats souverains qui, jusqu'ici, ont toujours

bénéficié du risque minimum dans leur devise (voir graphique, page 28).

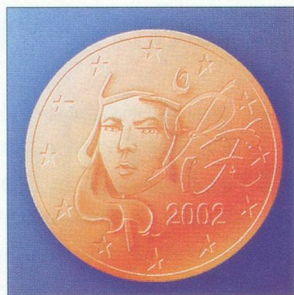
En Suisse, le risque « pays » subsistera aussi longtemps qu'elle n'adhérera pas à l'Union

La Suisse, étant donné l'étroitesse de son marché, a plus à craindre de la volatilité de l'euro que de sa faiblesse.





Face française des pièces de 1 euro



Face française des pièces de 1, 2 et 5 cents.



Face française des pièces de 2 euro.



Face française des pièces de 10, 20 et 50 cents.

européenne. Les flux de capitaux seront proportionnels à la volatilité des monnaies des pays participants. Les sociétés de première qualité pourraient bénéficier par osmose de meilleures notations comme dans le reste de l'Europe. Les emprunts émis par ces entreprises verront donc leur prime de risque diminuer.

Les actions restent un investissement de bon rendement

Tant que la situation actuelle perdure (inflation basse, taux bas), les actions restent toujours un vecteur d'investissement de bon rendement. Avec des titres soudain libellés dans une seule monnaie sur les grandes places financières européennes, l'euro à ses débuts fera le bonheur des arbitragistes. La disparition du risque de change sur les ex-devises euro profitera aux sociétés et, par ricochet, aux actionnaires par le biais du nouvel accent mis sur la valeur actionnariale. Le risque « pays » décroîtra au profit du risque secteur, entraînant une hausse de la corrélation entre les divers indices européens (voir graphique). Les sociétés seront moins analysées en fonction de leur zone géographique et plus par secteur

Le passage à l'euro coûtera aux banques européennes entre 8 et 10 milliards d'écus.

d'activité. Le « stock picking » ne disparaîtra pas pour autant, mais de meilleurs rendements des portefeuilles seront obtenus par une gestion plus indicelle.

Des conséquences lourdes pour les banques

Tous les paiements dus au-delà de 1999 pourront être réglés en euros. Cette simple phrase implique des conséquences lourdes pour les banques. Celles-ci devront harmoniser tous leurs systèmes informatiques à la future monnaie européenne. Une étude de l'Association Européenne des Banques, à chiffré le coût de cette opération entre 8 et 10 milliards d'écus, soit environ 2% des coûts opérationnels annuels. Les revenus tirés des opérations sur

devises connaîtront une forte baisse avec la disparition des monnaies locales. Selon une enquête de la Banque des Règlements Internationaux, l'activité sur le marché des changes pourrait être amoindrie de 10% suite à l'introduction de l'euro. Pour mémoire, les trois grandes banques suisses engrangent 2,3 milliards de francs suisses sur ces opérations, soit 6,6 % de leurs recettes globales. Pour combler ce manque à gagner, les banques s'orienteront vers de nouveaux débouchés, par exemple en se tournant vers les devises

La disparition du risque de change sur les ex-devises euro profitera aux sociétés et, par ricochet, aux actionnaires.

des pays émergents, et en poursuivant leur processus de concentration.

Et si l'euro était reporté ?

Un report de l'euro favoriserait le mark allemand au détriment du franc français et surtout de la lire et de la peseta et entraînerait un ralentissement de la croissance en Allemagne et une remontée de l'inflation chez ses partenaires.

Les obligations allemandes et suisses seraient recherchées en raison de l'insécurité grandissante dans les autres pays européens. Les actions européennes seraient mises sous pression, les espoirs de voir les charges des entreprises diminuer s'anéantissant. 